

CORSE

Magouilles au paradis

Milliardaires et mafieux italiens cohabitaient à Cavallo, îlot magnifique devenu zone de non-droit, jusqu'à ce qu'en octobre dernier, les nationalistes au pouvoir décident de s'inviter dans ce huis clos...

Par VIOLETTE LAZARD

En hiver, l'île se repose. Pas de champagne, pas de noceurs, pas de milliardaires. Le ballet incessant des embarcations transportant les touristes, depuis les falaises de Bonifacio jusqu'aux plages de l'archipel des îles Lavezzi, s'interrompt. Le « Fabir III », la navette de l'Hôtel des Pêcheurs, unique établissement de l'endroit, reste à quai. L'île de Cavallo – « Cavaddu » en Corse –, un des huit îlots de l'archipel, hiberne, bercée par les cris des cormorans huppés et des puffins cendrés, deux espèces protégées de la réserve naturelle des Bouches de Bonifacio, entre Corse et Sardaigne. Les villas luxueuses, cachées derrière les rochers granitiques et ronds, ont fermé leurs volets. La centaine de propriétaires de l'île, italiens pour la plupart, ne vient que l'été.

Sur ce petit bout de paradis, bordé d'eau turquoise et couvert de maquis odorant, règne, depuis cinquante ans, un parfum de mystère. Il fut un temps où des vigiles renvoyaient – illégalement – tout visiteur et plaçaient des chaînes dans l'eau pour empêcher les bateaux d'accoster. Où les milliardaires pouvaient plonger au large pour ramasser des amphores et les exhiber dans leur salon. Où les plus grands mafieux d'Italie versaient des valises de billets à des leaders nationalistes. Ce confetti baigné



par les eaux chaudes de la Méditerranée, situé administrativement sur la commune de Bonifacio, a vu Catherine Deneuve embrasser Marcello Mastroianni, des « natos » débarquer en hélicoptère, un cadre de la mafia italienne, poussé à bout, déposer plainte et disparaître à tout jamais.

“IL ÉTAIT TEMPS DE REVENIR”

C'est dans ce décor immobile qu'en octobre a retenti un coup de tonnerre. La majorité nationaliste au pouvoir en Corse a voté la préemption d'un peu plus de 3 hectares (sur les 120 que compte l'île), vendus par une société italienne. La puissance publique s'est invitée sur cette terre secrète, légendaire et rebelle. Le retour de l'Etat de droit ? La collectivité de Corse, qui va débours 2 millions d'euros pour devenir propriétaire, n'a pas encore décidé quoi faire de ce nouveau morceau de domaine public. Mais là n'est pas le véritable enjeu. Il fallait, symboliquement, se réapproprier cette terre emblématique de la dérive mafieuse qui gangrène l'île de Beauté. « Nous revenons sur cette île, où règne la logique spéculative, par les moyens du droit », se réjouit l'autonomiste Gilles Simeoni, président du conseil exécutif de Corse, qui avait débarqué à Cavallo voilà dix ans pour y planter un dra-

PASCAL-PIERRE GARBARINI

Avocat à la Cour

EN COLLABORATION AVEC

VANESSA FUDALI

PAULINE BAUDU-ARMAND

Avocats à la Cour

▲ Ci-dessus, une dépendance de l'Hôtel des Pêcheurs, le seul établissement de l'île.

« Gilles Simeoni, élu nationaliste, au-dessus d'une banderole « Cavallo terre corse ! » (2010).



peau à tête de Maure. Il poursuit : « Les Corses ont le droit de bénéficier de cet espace public. Chaque fois que c'est possible, nous réapproprions ces endroits qui nous appartiennent. »

Jean-Guy Talamoni, son camarade indépendantiste, président de l'assemblée territoriale et volontiers lyrique, abonde. « C'est un lieu dont les Corses ont toujours été exclus. Il y a même une chanson, en Corse, dont les paroles relatent cette perte. Il était

temps de revenir. » A Cavallo, les places ont toujours été chères et convoitées. En débarquant sans y avoir été invités, les politiques ont évidemment dérangé des intérêts privés et relancé l'intérêt des autorités judiciaires pour l'île, terrain de jeu pendant des décennies de mafieux et affairistes en tout genre. L'homme d'affaires qui, avec des associés à Dubaï, projetait d'acheter le terrain de 3 hectares à la place de la collectivité les intriguait ▶▶



▲ En 1999, une bombe détruisait entièrement le système d'alimentation en eau de l'île de Cavallo.

► particulièrement. Il s'appelle Antony Perrino. A 39 ans, il est l'un des hommes les plus riches de Corse. Propriétaire d'un empire immobilier familial, membre du consortium des chefs d'entreprise ayant repris la compagnie maritime Corsica Linea et patron du quotidien « Corse-Matin ». Autant dire, tout puissant. Après avoir accepté dans un premier temps de répondre à nos questions, Antony Perrino a finalement décliné.

PÂTES AUX LANGOUSTES

Depuis un peu plus d'un an, il fait l'objet d'une enquête préliminaire ouverte par le parquet d'Ajaccio. Les enquêteurs s'intéressent à ses liens très étroits avec des membres de la bande du

Petit Bar, clan criminel le plus actif dans la région d'Ajaccio et le sud de l'île. La transaction qu'il s'appretait à conclure pour récupérer le terrain est soumise à vérifications. Tout comme le patrimoine immobilier conséquent qu'il possède sur cette île. A Cavallo, Perrino a déjà investi des millions. Il possède des parts dans l'Hôtel des Pêcheurs. Il préside le conseil d'administration du port. Propriétaire de dizaines de parcelles, il rénove, construit et vend des villas de très haut standing. Il y a deux ans, un terrain de 5 000 m² avait été mis en vente entre 2 et 4 millions d'euros.

Quel était son projet pour les 3 hectares qui lui sont finalement passés sous le nez ? Le magnat de l'immobilier avait déjà un pied sur le fameux terrain préempté. A leur grande surprise, les

ILS ONT RÉGNÉ SUR CAVALLO



Jean Castel

L'homme d'affaires, roi des nuits parisiennes et propriétaire de nombreux clubs dans la capitale, achète l'archipel des Lavezzi en 1966. Il obtient le droit d'urbaniser Cavallo en échange de tous les autres îlots, rendus à l'Etat. Il est à l'origine des folles soirées d'été de l'île. L'aventure le ruine : il revend à des Italiens dans les années 1970.



Lillo Lauricella

C'est lui qui est le lien entre la mafia italienne et les mouvements nationalistes corses. Né à Palerme, Lauricella prend la tête de Cavallo et de son développement immobilier en 1987. Il blanchit ainsi l'argent de plusieurs groupes mafieux, mais finit par se faire arrêter. Il sera assassiné en 2002 à Caracas, bien loin de Cavallo.



Alain Orsoni

L'ex-figure du FLNC a entretenu des liens complexes avec l'îlot de Cavallo : l'organisation aurait reçu de l'argent de Lillo Lauricella et a organisé un attentat en janvier 1990 contre les constructions. Alain Orsoni, après avoir créé son propre « mouvement pour l'autodétermination » (ironiquement rebaptisé « monnaie pour Alain »), s'est retiré de la vie politique.

services de la collectivité de Corse ont découvert qu'à la place des bergeries en ruines censées se trouver sur leur parcelle fraîchement acquise, existait, en réalité, un restaurant appartenant à... Perrino. La Ferme, établissement niché dans des rochers avec vue imprenable sur le maquis et la mer, s'est illégalement agrandi cet été. Il est tenu par une famille de restaurateurs connus à Bonifacio, les Filippeddu, dont certains membres ont par le passé fréquenté les tribunaux pour avoir approché d'un peu trop près la drogue et les jeux. Et qui croise-t-on souvent, l'été, entre deux plats de pâtes aux langoustes ? Mickaël Etori, l'une des figures de la bande du Petit Bar, qui serait, selon de nombreux témoins, l'un des gérants du lieu. « Mika » Etori, l'ami d'enfance de Perrino, l'ami dangereux. « *Mon client conteste toute implication dans la gérance du restaurant, réagit M^e Pascal Garbarini, l'avocat d'Etori. Il n'est descendu que très rarement à Cavallo l'été dernier. Il faudrait arrêter de brandir la suspicion de blanchiment dès que l'on évoque une activité commerciale.* »

UN PASSÉ MAFIEUX

Les investissements de l'entrepreneur immobilier sur l'île auraient-ils un lien avec les activités criminelles du Petit Bar ? Les enquêteurs de la police judiciaire aimeraient bien le savoir. « *Avec le passé mafieux de l'île de Cavallo, il faudrait être fou pour y investir de l'argent sale* », balaie un avocat, rompu aux dossiers insulaires. Il faudrait être fou, oui, ou ne pas avoir peur de faire bégayer l'Histoire. Mais en Corse, policiers et gendarmes le savent bien : il faut s'attendre à tout.

L'île de Cavallo, ses villas sublimes, son port de plaisance, sa piste d'atterrissage pour petits avions privés, est d'abord née de l'imagination de Jean Castel, « prince des nuits parisiennes », qui achète l'île en 1967. Le champagne coule à flots, les villas poussent entre les roches grises, le couple Catherine Deneuve-Marcello Mastroianni, Brigitte Bardot, Mick Jagger s'installent quand vient la belle saison. C'est l'âge d'or, le temps des paillettes, et aussi celui des premiers frissons. Une nuit d'été 1978, le prince Victor-Emmanuel de Savoie, furieux de ne pas retrouver son canot pneumatique pour rejoindre son yacht, fait

feu. Un jeune homme de 18 ans, qui dormait sur le pont d'un bateau, est tué. Le prince sans couronne, fils du dernier roi d'Italie, dira avoir tiré en l'air. Il ne sera jamais condamné.

La légende de Cavallo est née, mais Castel est ruiné et revend à des Italiens, des prête-noms de groupes mafieux pour la plupart. Arrive alors de l'argent sale, très sale même : celui des mafias romaine et sicilienne. La plus marquante des figures sulfureuses de l'île, Lillo Lauricella, s'installe à la fin des années 1980 et va régner sur Cavallo pendant près de dix ans. Né à Palerme en 1945, il s'est vu confier une mission : poursuivre les constructions immobilières à destination de milliardaires italiens, et blanchir ainsi l'argent venant de Sicile. Il est à la tête du Codil (Compagnie des îles Lavezzi pour l'aménagement de Cavallo), structure privée qui, comme une municipalité, gère les constructions, les routes – où ne circulent que des voitures de golf – les canalisations, et même la collecte des ordures. Derrière ce roitelet se cachent les intérêts de Giuseppe Calo, dit « Pipo », l'un des chefs de la famille italienne de Porta Nuova, proche de la bande de la Magliana. Des réseaux impliqués aussi bien dans le trafic de drogue que dans les assassinats politiques des années de plomb. Les mafieux ont-ils également été attirés par la piste d'atterrissage, permettant de faire transiter de la drogue ? C'est probable, même si aucune enquête ne l'a démontré.

DES CONSTRUCTIONS SURFACTURÉES

« Lauricella » n'est pas un tueur, il est même diplomate et pragmatique, et verse sans broncher l'impôt révolutionnaire aux mouvements indépendantistes corses. D'abord proche d'un des leaders du FLNC, Alain Orsoni, Lauricella embauche l'un des cadres du mouvement à la tête du syndicat de copropriété de l'île. Puis quand le FLNC se divise entre « canal historique » fidèle à François Santoni, et « canal habituel » fidèle à Alain Orsoni, Lauricella remplit les caisses de tout le monde et rend des services. Quand le frère d'Alain Orsoni, Stéphane, est menacé en Corse, il est mis au vert dans l'un des restaurants que Lauricella possède à Miami. Il introduit l'un des cadres des



François Santoni

Assassiné en 2001, l'ancien interlocuteur nationaliste de l'État, fondateur de la Cuncolta, proche du canal historique, a reconnu dans un livre le racket de Cavallo. D'après lui, 30 millions de francs « d'impôts révolutionnaires » ont été versés aux mouvements nationalistes, dont le sien.



Antony Perrino

Terrains, villas, hôtels, restaurants... Héritier d'un empire immobilier, Antony Perrino, 39 ans, a investi des millions d'euros sur l'île de Cavallo. La justice étudie actuellement ses liens avec les membres du clan du Petit Bar. Avant que la collectivité de Corse ne préempte le terrain de 3 hectares, Perrino avait prévu de le racheter.



Jean-Charles Orsucci

Le maire de Bonifacio élu en 2008 jure qu'il bataille pour rétablir l'État de droit à Cavallo. Mais en Corse, les choses ne sont jamais simples. Son beau-père est un Lantieri (comme l'ex-édile qui a régné pendant vingt ans à Bonifacio, peu regardant sur Cavallo). Son père est un militant de la défense de l'environnement.



▲ Chaque été, des gendarmes saisonniers sont affectés à la surveillance du domaine maritime.

► mouvements indépendantistes, par ailleurs producteur de charcuterie corse, dans le petit milieu du jambon de Parme. Lauricella se lie aussi à la famille Filippeddu (déjà), futur gérant de La Ferme, dans le secteur des machines à sous.

Combien, précisément, la mafia italienne a-t-elle versé aux mouvements indépendantistes insulaires pour avoir la paix à Cavallo ? Une partie de la réponse se trouve dans un livre coécrit en 2000 par François Santoni (FLNC-canal historique) où il revient, peu avant sa mort, sur ses années de lutte (1). Il révèle que 30 millions de francs ont été détournés de l'île. Dont la moitié grâce à l'embauche de cabinets d'architectes et d'entreprises de BTP proches de « la cause », qui ont surfacturé toutes les constructions. Ces capitaux seront investis, toujours selon Santoni, dans une compagnie de crevettiers à La Nouvelle-Orléans. Pour le reste de l'argent, on ne sait pas ce qu'il est devenu.

Cette générosité des mafieux italiens n'empêche pas les attentats. En 1990, le FLNC d'Orsoni fait sauter une partie de l'Hôtel des Pêcheurs. En 1992, une autre branche débarque en hélicoptère en plein mois de juillet et fait sauter des dizaines d'habitations. Lauricella ne s'inquiète pas et n'y voit que la gesticulation de la base nationaliste. Mais notre mafieux débinaire finit par se faire pincer. Mis en examen pour des malversations, emprisonné un temps à Borgo au nord de la Corse, il doit laisser les rênes de Cavallo.

Sur l'île, la vie continue. Les maisons ont poussé. Caroline de Monaco y possède encore une villa. On y croise l'héritier des whiskies Jack Daniel's, les patrons des plus grandes entreprises italiennes, des médecins fortunés, des rois de la finance. Luigi Vignuzzi, proche lui aussi des réseaux mafieux, succède à Lauricella. Mais, entre le nombre d'embauches de complaisance effectuées par son prédécesseur et celles qu'il est contraint, lui aussi, d'accepter sous la pression des nationalistes, il ne maîtrise plus rien et les caisses se vident. Le récit qu'il fait à la police est surréaliste. Car oui, en 1997, le cadre de la mafia italienne finit par porter plainte contre les nationalistes corses pour racket.

Au juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière, qui mène l'enquête, il relate, par exemple, sa convocation, un après-midi, dans le maquis corse par François Santoni et quatre de ses acolytes

(armés) venus lui réclamer 6 millions de francs. Vignuzzi explique aussi comment le directeur du port, qui lui a été imposé alors qu'il ne sait même pas nager, est reparti au bout de trois mois après avoir siphonné les comptes en banque. Malgré ce témoignage, l'enquête du juge Bruguière ne débouchera jamais sur un procès. Santoni est assassiné en août 2001, à la fin d'un mariage. Vignuzzi refuse de collaborer à la suite de l'enquête, disant craindre pour sa vie, et disparaît des radars. On ne le reverra plus jamais, ni en Corse, ni en Italie. Et « Lauricella » ? Quand il est retrouvé le corps criblé de douze balles sur une route de Caracas en 2002, son visage est méconnaissable. Il est passé entre les mains d'un chirurgien esthétique. Il a également changé d'identité, mais pas d'activité : au Venezuela, « Lauricella » gérait des casinos sur une île, des Caraïbes cette fois. L'enquête judiciaire sur Cavallo se termine en 2014 par un non-lieu.

Si l'odeur du danger flotte encore, les gardes de la réserve naturelle jurent aujourd'hui que la situation s'est normalisée. Les plages sont accessibles et le nouveau patron de la copropriété qui gère l'île collabore avec les autorités. Trois gendarmes sont en poste tous les étés pour surveiller le domaine maritime. « Depuis que je suis élu, je travaille pour rétablir une situation normale sur cette île, rappelle Jean-Charles Orsucci, maire de Bonifacio depuis 2008. Les nationalistes disent que rien n'a été fait ? Ce n'est pas vrai. » Après s'être opposé au projet de préemption du terrain, Orsucci s'est finalement abstenu lors du vote à l'Assemblée au mois d'octobre. Et lance, bon prince : « Ils sont les bienvenus pour m'aider à continuer ce que je fais depuis dix ans. »

“L'ÉTAT DE DROIT ATTEND ENCORE D'ÊTRE RÉTABLI”

Orsucci énumère : il a voulu reprendre la concession du port dès 2008. Il n'y est pas parvenu, pour des raisons juridiques. Il a contraint les copropriétaires à financer eux-mêmes leur station d'épuration, sans qu'un sou d'argent public ne soit déboursé. Il a remis en cause le PLU (Plan local d'Urbanisme) de son prédécesseur, qui permettait la construction de 10 000 m² supplémentaires. Tous les ans, il accompagne les services de la préfecture pour effectuer des contrôles. Dix verbalisations ont été dressées l'année dernière pour des constructions sans autorisation. Insuffisant, dénoncent les associations de défense de l'environnement, très actives dans le sud de la Corse. « Les constructions continuent malgré tout, déplore Vincente Cuchi, la présidente de l'association ABCDE. L'Etat de droit attend encore d'être rétabli à Cavallo. On voit toujours passer des chargements de paupings en direction de l'île. On se sent impuissant face à cette enclave et la préemption de la collectivité ne changera rien. »

Les associations sous-entendent que le PLU a en fait été dessiné par Antony Perrino (le revoilà). Une demande de permis de construire, que « l'Obs » a retrouvée, montre que l'homme d'affaires a voulu construire en 2017 une villa de 1 200 m² sur un total de 17 parcelles lui appartenant. Le projet, dessiné par l'architecte du Mucem de Marseille, Rudy Ricciotti, prévoyait un salon-salle à manger de 500 m² avec vue sur la mer, entouré de huit chambres, un toit végétalisé avec des essences du maquis, et un « bassin de nage » de la taille d'une piscine olympique. Aussitôt déposé, le permis de construire s'est vu opposer une fin de non-recevoir par la mairie. ■

(1) « Pour solda de tout compte », de Jean-Michel Rossi et François Santoni, entretiens avec Guy Benhamou. Denoël, Impacts, juin 2000.